



SOLIDAIRES Finances

CDFP - Local Syndical - Cité Administrative, 20 Quai Hippolyte Rossignol
77000 Melun

Tél : 06 58 63 21 24 ou 06 14 26 81 75

DECLARATION LIMINAIRE

MELUN, le 18 avril 2019

M. le Président,

Le gouvernement a lancé une nouvelle offensive contre le Service Public, contre le statut de la Fonction Publique et contre les fonctionnaires.

Les annonces du Premier Ministre à l'issue du premier Comité Interministériel de la transformation publique le 1er février dernier, préparent des décisions douloureuses qui ne seront pas sans conséquences sur les conditions de vie et de travail des agents des Ministères Économiques et Financiers, déjà mises à mal par les incessantes réformes et restructurations qu'ils subissent depuis des années.

A Bercy comme dans les autres administrations, il sera demandé :

- d'amplifier la rémunération au mérite,
- de recourir aux contractuels en lieu et place des emplois de titulaires,
- d'organiser la mobilité forcée dans la Fonction Publique avec des plans de départ « volontaire »,
- d'attaquer le dialogue social en faisant disparaître les CHSCT, sur le modèle de la Loi travail.

Ces annonces anxiogènes (avant même leurs mises en œuvre), contribuent à l'accroissement de la dégradation des conditions de travail des agents.

Les conclusions et les propositions du Comité Action publique (CAP 2022) qui devraient intervenir très bientôt le seront tout autant :

- suppressions de plus de 50 000 emplois dans la Fonction Publique de l'État,
- économies de 4 milliards d'Euros de dépenses publiques,
- abandon de pans entiers de missions en les déléguant ou les transférant au privé.

L'avenir du CHSCT-M et du réseau des CHSCT, est clairement posé dans le document d'orientation pour la concertation intitulé « refonder le contrat social avec les agents publics ».

Ce qui est menacé, c'est l'avenir même de la politique ministérielle Santé, Sécurité et Conditions de Travail à laquelle nous sommes particulièrement attachés.

Politique ministérielle, fruit d'échanges dans les instances de concertation que sont les CHSCT.

Pour Solidaires Finances, les orientations gouvernementales sont inacceptables, si nous n'arrivons pas collectivement à les infléchir.

Les CHSCT doivent demeurer des instances où l'on débat de l'amélioration des conditions de vie au travail des agents, séparées des comités techniques.

Depuis le 4 mars, un important mouvement social est né en douane d'un ras-le-bol de la baisse constante des effectifs, de la dégradation continue des conditions de travail et de la perte de pouvoir d'achat perpétuelle. Si ce mouvement a été déclenché par les agents à Dunkerque et Calais, directement et frontalement touchés par le Brexit, il s'est rapidement propagé, car le sentiment est global : seulement 700 postes de créés pour faire face au Brexit, alors que l'absence d'accord est un risque croissant, que tous les services de terrain ou de soutien sont déjà en déficit d'agent et qu'à côté de ces recrutements, 300 postes sont par ailleurs supprimés.

Nous sommes là pour le bien-être des agents, aussi dans le contexte actuel notamment aux douanes d'Aulnay sous Bois nous avons décidé de siéger. Car dans ce contexte d'omerta, puisque vous refusez de répondre aux inquiétudes des agents et agents concernant leur devenir professionnel et personnel, nous aurions souhaité boycotter cette séance plénière. Pour rappel, lors du CTL nous vous avons demandé de définir clairement le projet que vous avez déposé à la direction générale.

La non-connaissance de ces projets est anxiogène et ces restructurations ajoutées à celles déjà intervenues, aggraveront les conditions de travail des agents. **En toute transparence, les collègues qui assurent leurs missions de service public, ont droit à cette information.**